

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

Une question à propos de
l'affaire BELLOUNIS

(P. 3)

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

N° 73 — 1^{re} QUINZAINE DE DECEMBRE 1957

BI-MENSUEL : 30 fr.

Après la loi-cadre, la guerre s'intensifie et les prix montent Travailleurs, obligez les directions ouvrières à sortir de leur attentisme

Le premier projet de loi-cadre fut repoussé par l'opposition du Centre National des Indépendants et des ex-R.P.F. Il était trop libéral pour ces deux groupes dans lesquels se recrute une bonne partie des ultras du colonialisme.

Le gouvernement Gaillard fit amender le projet dans le sens exigé par la droite qui craignait que le projet Bourges-Maunoury n'ouvre trop dangereusement l'ère des concessions...

Les socialistes qui avaient pourtant proclamé que la première loi-cadre constituait un minimum, considérant en bons patriotes que l'impérialisme français était une force plus progressiste que les combattants de l'Algérie nouvelle, viennent d'apporter leurs voix au gouvernement. Ils n'ont pas osé faire aux indépendants ce que les indépendants leur ont fait deux mois plus tôt.

Le vote de la loi-cadre, le sursis probable à la session de l'O.N.U. seront deux éléments de stabilité de la situation française, — c'est l'espoir que formulent les journaux de la bourgeoisie, en particulier L'Aurore et Le Figaro, qui parlent d'union nationale retrouvée. Mais leurs affirmations sont mal assurées car le scrutin, en réalité, n'a rien arrangé.

La loi-cadre est en effet inapplicable, parce qu'elle est inacceptable pour les masses algériennes. Le premier projet l'était déjà. Que compte faire l'impérialisme français de celui-ci qui remet, en fait, en cause le principe du Collège unique, qui par des artifices de procédure et par le démembrement de l'Algérie en unités locales permet à l'autorité française de régner en maître absolu, dans un éventuel Conseil fédératif que le gouvernement devrait créer dix-huit mois après les élections? Enfin, pour terminer ou plutôt pour commencer, l'Algérie est considérée comme faisant partie intégrante du territoire français!

Le F.L.N., dans un communiqué, n'a pas manqué aussitôt de faire connaître son opinion qui est celle de tous les Algériens.

L'examen du scrutin à l'Assemblée nationale révèle la fragilité de la position parlementaire de Gaillard. Les ex-R.P.F. l'ont rejoint sans doute, mais le nombre des radicaux défavorables est passé de 20 à 26, celui des U.D.S.R. de 1 à 5 (dont Mitterrand) par rapport au vote du projet Bourges-Maunoury. Francine Lefèvre elle-même, député M.R.P., en s'abstenant dans la partie du scrutin relatif à la loi électorale, a manifesté les réticences de certains membres de son groupe. Les socialistes, Daniel Mayer excepté, ont voté en bloc le projet, mais quatorze membres du Comité Directeur se sont déclarés hostiles au gouvernement. Les dirigeants de la S.F.I.O. sont inquiets, d'ailleurs, du développement du mécontentement chez les militants: Guy Mollet procède, en ce moment, à un tour de France, pour reprendre en main son Parti. Les minoritaires s'organisent et au prochain Conseil National du 16 dé-

R. MERLIN.

(Suite à la dernière page)

BOMBES H DANS LE CIEL

Une nouvelle a ému l'opinion publique en Angleterre au point d'y semer l'inquiétude: des avions américains stationnés dans ce pays s'exercent à transporter des bombes H. Ce fait datait peut-être d'assez longtemps. Mais il n'a été connu qu'en conséquence de la décision prise par les autorités américaines, à la suite de l'annonce des Soviétiques qu'ils avaient la fusée intercontinentale et du lancement des spoutniks, de maintenir constamment dans l'air une forte partie de leur aviation, hors de portée des fusées et prête à bombarder massivement le territoire soviétique.

Il est à présumer que ce qui se passe pour les avions américains stationnés en Angleterre est vrai pour les avions se trouvant ailleurs. Ainsi, au-dessus de nos têtes volent des avions porteurs de bombes dont chacune peut faire des ravages effroyables sur des zones très étendues.

Le Premier Ministre britannique a donné des assurances qu'il ne s'agissait que d'entraînement, que le détonateur n'était pas fixé à la bombe et que toutes mesures avaient été prises pour qu'il ne puisse y avoir d'accidents. Il est fort probable que de grandes mesures de précaution ont été prises, car les avions actuellement doivent non seulement emporter les bombes, mais les ramener saines et sauves. Cependant, qui peut garan-

tir qu'il ne se produira rien d'imprévu qui transformerait un banal accident d'avion en une catastrophe affectant des millions d'hommes?

Et puis, bien plus que ces problèmes purement techniques, que ne peut-il se produire pour des raisons politiques et autres? Le « Times » de Londres a rappelé qu'une erreur de code avait eu des conséquences désastreuses. A quoi ne peut-on s'attendre dans une de ces périodes de tension qui surgissent fréquemment? Et si un avion s'égarait était attaqué par les avions soviétiques?

Cette situation n'est pas sans susciter des inquiétudes considérables, et pas seulement dans l'opinion publique en général. Même une série de politiciens bourgeois en sont perturbés et cherchent des solutions qui laisseraient quelque espoir.

A ce propos, on a signalé tout récemment un exposé fait à l'Université d'Oxford par Georges Kennan, ancien ambassadeur américain à Moscou, un des spécialistes américains de l'Union soviétique, exposé dans lequel il a proposé la neutralisation de l'Allemagne. Cette idée n'est pas tout à fait neuve, mais c'est une proposition dont on voit très mal comment elle pourrait être admise par les hommes

C. HENRY.

(Suite en dernière page.)